



Budget exercice 2026

L'Assemblée nationale passe à l'étude

Le président de l'Assemblée nationale Komi Sélom Klassou a donné le coup d'envoi, ce lundi 24 novembre, des travaux de l'étude en commission du projet de loi de finances exercice 2026. La cérémonie ouverte en présence de Georges Essowè Barcola, ministre des Finances et du Budget, sera consacrée à l'analyse approfondie, équilibrée et représentative des priorités et des enjeux budgétaires.



PAGE 4

GOVERNANCE



Dialogue

Réflexions au niveau universitaire pour s'approprier le modèle chinois

Lundi dernier, l'Université de Lomé et l'ambassade de Chine au Togo ont organisé une session du dialogue Chine-Afrique sur la gouvernance. C'était en présence d'officiels togolais et chinois, mais aussi de chercheurs togolais et chinois. La rencontre s'est tenue au sein de l'Unipod de l'Université de Lomé. C'est donc à juste titre que le professeur Kafui Kpegba, 2ème vice-présidente de l'université de Lomé, au nom du président ...

PAGE 3

ECONOMIE



BOAD-Togo

Une formation stratégique pour accélérer les décaissements

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) a lancé cette semaine, à Lomé, une session de formation dédiée aux acteurs de la commande publique. Un rendez-vous technique, mais crucial, destiné à améliorer la maîtrise des procédures de passation ...

PAGE 5



Sommet UA-UE

Les enjeux d'une collaboration plus étroite entre l'Afrique et l'Europe

Le 24 novembre 2025, le président du Conseil Faure Gnassingbé a pris part à la cérémonie d'ouverture du septième sommet des dirigeants de l'Union européenne et de l'Union africaine.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Togo : de nouveaux critères de notation instaurés pour le CEPD 2026

Le changement s'invite dans les salles de classe togolaises. Une réforme décisive redessine les contours du Certificat d'études du premier degré (CEPD). À partir de 2026, de nouveaux critères guideront la notation de plusieurs matières, une évolution actée par un arrêté du ministre de l'Éducation. Désormais, la rédaction sera notée sur dix points, répartis entre compétences linguistiques, idées, structure, présentation et originalité. Le calcul mental comptera « dix questions, chacune valant un point ». L'épreuve de problème grimpe à vingt points. Quant à la dictée, elle attribuera « 0,25 point par mot correctement écrit », dans la limite de quarante mots. Pour le ministère, l'objectif est d'améliorer davantage la qualité des évaluations et l'objectivité dans la notation des compétences acquises par les apprenants. Un pas de plus vers un système plus rigoureux, pensé pour mieux préparer les élèves à la suite de leur parcours scolaire. Le CEPD, porte d'entrée vers le collège, se tiendra du 16 au 18 juin 2026.

228... c'est ton ticket pour la grande fête !

Cumule 228 points chaque semaine pour tenter de gagner ta voiture, ton billet d'avion, ta PS5, tes bons d'achats et plein d'autres surprises !

Consultation au *909*2289 yas.19

Achète tes forfaits au

***909#**

ou chez ton Point de Vente



SOMMAIRE

Inflation au Togo
L'Inseed annonce une baisse générale des prix en octobre 2025



P 5

Promotion de l'employabilité
Les initiatives prises par le gouvernement



P 6&7

Côte d'Ivoire/Politique
Laurent Gbagbo relance le combat pour les libertés publiques



P 9

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Sebabe Essofa : un témoignage d'épanouissement entrepreneurial avec le FNFI

Sebabe Essofa, une femme de 53 ans, mariée et mère de quatre enfants, a réussi à transformer son modeste commerce de vente d'intrants de savon en une entreprise relativement prospère, grâce à l'inclusion financière offerte par le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Elle raconte : "J'ai lancé mon activité en 2008 avec des ressources limitées. Je me suis lancée grâce à une tontine et un petit prêt." C'est ainsi, de manière modeste, qu'elle a débuté son aventure entrepreneuriale dans le quartier de Djidjole à Lomé. A cette époque, elle se contentait de vendre du savon liquide sans se spécialiser dans la vente d'ingrédients pour la fabrication de savons.

Au fil du temps, Sebabe a déménagé dans un autre quartier éloigné du grand marché, ce qui lui a offert de nouvelles perspectives commerciales. Elle explique : "Ce changement de quartier m'a encouragée à diversifier mon approvisionnement." Au lieu de se limiter à la vente de savon liquide, elle a commencé à acheter des ingrédients pour la fabrication de savons, qu'elle revendait aux femmes fabricantes de savon de son nouveau



Sebabe Essofa

quartier, leur évitant ainsi le déplacement jusqu'au grand marché.

En 2014, Sebabe s'installe à Kara, où une amie, aujourd'hui disparue, lui

recommande les produits du FNFI. "Au début, j'étais sceptique quant à l'idée de solliciter un prêt, car le montant semblait petit à l'époque", se rappelle-t-elle. Cependant, avec la

persuasion de son amie, elle décide de saisir cette opportunité. Grâce au produit APSEF du FNFI, elle développe son activité avec succès. Lorsqu'elle découvre le

nouveau produit Nkodede, offrant des prêts allant jusqu'à 5 millions de FCFA, Sebabe saisit immédiatement cette opportunité. "Ce prêt a été un véritable catalyseur pour mon commerce. J'ai pu agrandir mon étalage et répondre à une demande croissante", déclare-t-elle fièrement. Aujourd'hui, elle se réjouit de ses réussites : "Je suis désormais une femme indépendante, capable de subvenir aux besoins de ma famille. C'est une satisfaction totale. Je suis fière de mon parcours." Elle encourage vivement les jeunes femmes de Kara à saisir les opportunités offertes par le FNFI : "Il faut avoir le courage de se lancer. Avec le soutien du FNFI, tout est possible."

Le parcours inspirant de Sebabe Essofa illustre le potentiel transformateur de l'inclusion financière, qui permet aux femmes entrepreneures de réaliser leur plein potentiel et de contribuer au développement économique de leur communauté.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Sommet UA-UE

Les enjeux d'une collaboration plus étroite entre l'Afrique et l'Europe

Le 24 novembre 2025, le président du Conseil Faure Gnassingbé a pris part à la cérémonie d'ouverture du septième sommet des dirigeants de l'Union européenne et de l'Union africaine.

Au cours des travaux, le président du Conseil a rappelé les enjeux d'une collaboration plus étroite entre l'Afrique et l'Europe afin de co-construire une paix durable sur le continent et dans le monde. Pour le leader togolais, les nations ne peuvent plus envisager leur avenir de manière isolée. Elles doivent s'inscrire dans une dynamique collective pour répondre efficacement aux défis actuels liés notamment à la consolidation de la paix et de la stabilité. C'est pourquoi, il souligne avec insistance que la coopération entre l'Afrique et l'Europe est indispensable pour relever ces défis tant leurs destins demeurent étroitement liés.

« Dans un monde marqué par la défiance et la fragmentation, la paix est redevenue un enjeu global. Elle n'est plus un acquis mais un combat quotidien et ce combat, l'Afrique et l'Europe doivent le mener ensemble. La sécurité africaine et la sécurité européenne sont indissociables », a-t-il déclaré.

Pour orienter de manière cohérente ce nouveau paradigme de partenariat UE-UA en faveur de la paix mondiale et mettre en avant les priorités actuelles, le président du Conseil a structuré son intervention autour de trois axes principaux.

Il a d'abord insisté sur la paix et la sécurité en tant que bien public mondial, dont l'Afrique assume la responsabilité première. Il a ensuite appelé à la rénovation du multilatéralisme, afin de bâtir un ordre mondial plus juste et représentatif. Enfin, il a souligné l'importance de construire une architecture de paix commune entre l'Union européenne et l'Union africaine, fondée sur la coopération, la confiance mutuelle et la résilience des populations.

Paix et sécurité : un bien public mondial porté d'abord par l'Afrique

Conformément au nouveau paradigme du président

du Conseil, la paix et la sécurité constituent un bien public mondial dont l'Afrique assume la première responsabilité. « D'abord nous devons reconnaître que la paix et la sécurité sont des biens publics mondiaux dont la première prise en charge est, et reste africaine. La stabilité de l'Afrique conditionne celle du monde », a-t-il relevé.

Dans cette logique, il apparaît clairement que la stabilité mondiale est indissociable de celle du continent africain : tant que l'Afrique est fragilisée, le reste du monde ne peut prétendre à une sécurité durable. Pour le président du Conseil, une sécurité durable doit être financée comme un bien public mondial et gérée comme une responsabilité partagée. Elle ne peut être importée, elle doit être construite localement, en s'appuyant sur ses propres priorités.

Il a ainsi plaidé pour une coopération qui reconnaît l'Afrique comme garante de sa sécurité, une coopération qui soutient les institutions régionales, renforce les capacités logistiques et finance durablement la paix sur le continent. Cela suppose aussi le soutien des capacités africaines, la réduction du coût global de l'instabilité et la gestion des impacts des crises sécuritaires sur les économies européennes.

Rénovation du multilatéralisme pour un ordre mondial plus juste et représentatif

Le président du Conseil préconise une rénovation du multilatéralisme, afin de parvenir à un système plus juste et représentatif. « Le multilatéralisme ne doit pas être abandonné, mais il doit être rénové. Nous assistons aujourd'hui à une fragmentation du monde. Paradoxalement, c'est précisément le moment de défendre un multilatéralisme plus juste et plus représentatif. Nous ne défendons pas le multilatéralisme par nostalgie, mais par nécessité », a-t-il expliqué. Pour Faure Gnassingbé, cette nécessité est incontournable, car si les

institutions internationales ne reflètent pas la réalité du monde, elles seront contournées et le vide



Faure Gnassingbé (au milieu)/Crédit photo : présidence du Conseil du Togo

ainsi créé, sera comblé par la loi du plus fort. « L'Europe a intérêt à ce que le monde reste gouverné par des règles, et non par des rapports de force. C'est le sens du partenariat stratégique que nous devons défendre ensemble », a-t-il ajouté, appelant à une coopération renforcée entre l'Afrique et l'Europe pour préserver un ordre mondial stable et équitable.

Construire une architecture de paix commune Union européenne-Union africaine

Faure Gnassingbé a réaffirmé sa vision de co-construction d'une architecture de paix entre les États africains et les membres de l'Union européenne. Face à des menaces sécuritaires hybrides notamment le terrorisme, la cybercriminalité et la désinformation, il a souligné la nécessité des réponses systémiques, conjointes et fondées sur la

résilience des populations africaines.

Le président du Conseil a mis en exergue le rôle central

européens à affirmer une ambition simple : celle d'une Afrique et d'une Europe solidaires, qui privilégient

de la jeunesse africaine dans la construction d'une paix durable. Pour Faure Gnassingbé, les jeunes ne sont pas de simples bénéficiaires des politiques de sécurité, mais des acteurs à part entière de la co-construction de la stabilité. Les former, les écouter et les impliquer dans les processus de décision et de prévention des conflits, constitue un investissement stratégique pour l'avenir du continent. « L'Afrique et l'Europe doivent construire ensemble une architecture de paix complète et commune. Je veux rappeler que la jeunesse africaine sera nécessairement au cœur de cette architecture de paix. Former, écouter et impliquer nos jeunes, c'est investir dans la stabilité de demain, car la paix durable ne se décrète pas, elle s'apprend, elle se construit, elle se transmet », a-t-il souligné.

Pour conclure, le président du Conseil a invité les dirigeants africains et

la coopération plutôt que la compétition, la confiance plutôt que la peur. « Une Afrique souveraine et stable réduit les vulnérabilités européennes. Une Europe lucide et engagée renforce la sécurité et la souveraineté africaines », a-t-il conclu, rappelant que les intérêts des deux continents sont profondément convergents.

Cette vision de Faure Gnassingbé met en lumière la nécessité pour l'Afrique et l'Europe de fonder leurs relations sur la coopération et la confiance mutuelle pour relever les défis sécuritaires. Elle souligne aussi le rôle déterminant du Togo en tant que pays-connecteur et hub diplomatique, sécuritaire et économique, mais aussi comme acteur central dans la promotion de la coopération intelligente entre l'Afrique et l'Europe.

**TM et
presidence du conseil.
gouv.tg**

Dialogue/Gouvernance

Réflexions au niveau universitaire pour s'approprier le modèle chinois

Lundi dernier, l'Université de Lomé et l'ambassade de Chine au Togo ont organisé une session du dialogue Chine-Afrique sur la gouvernance. C'était en présence d'officiels togolais et chinois, mais aussi de chercheurs togolais et chinois.

La rencontre s'est tenue au sein de l'Unipod de l'Université de Lomé. C'est donc à juste titre que le professeur Kafui Kpegba, 2ème vice-présidente de l'université de Lomé, au nom du président, le professeur

Kossivi Hounake, s'est félicitée de l'excellence et de la qualité des relations entre l'ambassade de Chine et l'université de Lomé dont les résultats sont palpables dans l'environnement universitaire.

Le Togo est très admiratif du modèle de développement chinois et souhaite s'en inspirer. Le professeur Adama Mawulé Kpodar, directeur de l'Ecole nationale d'administration

(ENA) à travers son représentant, Konlani Nayondjoa, s'est attardé sur le parcours élogieux de la Chine. Ce pays qui est parti d'une situation de sous-développement très marqué, peinant même à nourrir sa population, ne disposant pas des infrastructures adéquates et suffisantes, est aujourd'hui l'une ...

Suite à la page 4

Dialogue/Gouvernance **Suite de la page 3**

Réflexions au niveau universitaire pour s'approprier le modèle chinois

...des deux premières puissances économiques au monde.

Des échanges académiques pour décrypter la réussite chinoise

La Chine a su surmonter ses obstacles, mais a également réussi à initier un développement endogène, c'est-à-dire fondé sa

avec la Chine, mais aussi, en s'inspirant de ce modèle. En effet, les deux pays partagent pratiquement des histoires similaires liées au passage par le sous-développement, et au Sud global. Mais, comment la Chine procède-t-elle ? Quel est le secret de cette émergence fulgurante ? Wang Min, ambassadrice de Chine au Togo rappelle que

socialisme à la chinoise. Ainsi, le premier plan quinquennal a été lancé en 1953. « À travers les 14 plans quinquennaux successifs, la Chine s'est transformée d'un pays agricole pauvre et faible, en un pays doté de la deuxième plus grande économie et d'une puissance globale au premier rang au monde », a expliqué Wang Min. Au

africains dont le Togo. Il ne s'agit pas de copier et de coller, mais de voir dans quelle mesure l'on peut copier certains aspects, notamment, l'amour du travail bien fait, la lutte sans concession contre la corruption, la préservation du bien public, la créativité et l'innovation, la solidarité, l'humilité, la soumission, le respect notamment de la hiérarchie, la stabilité politique et sociale etc... Le Togo aussi depuis quelques années, met en œuvre différents plans de développement. Le dernier en date est la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 en cours d'achèvement, et qui a connu du succès selon le gouvernement. Les échanges entre experts togolais et chinois vont certainement orienter l'élaboration ou la finalisation et la mise en œuvre du futur plan devant porter la vision futur de développement au Togo.

chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a témoigné la gratitude du président du Conseil Faure Gnassingbé et du gouvernement togolais, à la République populaire de Chine. Il est revenu sur l'historicité des liens qui unissent les deux pays. « À l'heure où au niveau de la géopolitique mondiale nos certitudes sont en train d'être remises en cause, le renforcement de cette coopération entre nos deux pays devient impératif », a déclaré le ministre. Selon lui, le président du Conseil travaille d'arrache-pied pour positionner le Togo dans la géopolitique internationale comme un havre de paix, prêt à utiliser sa diplomatie pour intervenir dans les différents foyers de tensions, pour la promotion d'un monde sans violence.

Le professeur Gado Tchangbédji a exprimé la ferme volonté du gouvernement à utiliser les résultats des réflexions universitaires sur le modèle chinois, en faveur de la gouvernance du pays.

Edem Dadzie



Photo de famille des autorités et participants (Crédit photo : Togo Matin)

culture et ses réalités profondes. L'on retrouve les traces de la culture chinoise dans tout ce que ce pays fait, même à l'extérieur. Comme l'a souligné le professeur Adama Mawulé Kpodar à travers son représentant, le Togo peut gagner énormément, non seulement en coopérant

la Chine est le seul pays au monde à mettre en œuvre à long terme des plans quinquennaux. Cela constitue une méthode essentielle pour la gouvernance initiée à la tête de ce pays depuis des décennies par le Parti communiste chinois (PCC). Il s'agit là d'un point clé du

fait, aujourd'hui, les Chinois n'ont pas besoin de vanter leur réussite. Tout le monde peut se rendre compte en observant que ce pays est parti de rien pour devenir un géant mondial. Incontestablement, le modèle chinois doit pouvoir inspirer les pays

Inspirer la gouvernance togolaise à partir des leçons de Pékin

Le professeur Gado Tchangbédji, ministre délégué auprès du ministre de l'Education nationale,

Budget exercice 2026

L'Assemblée nationale passe à l'étude

Le président de l'Assemblée nationale Komi Sélom Klassou a donné le coup d'envoi, ce lundi 24 novembre, des travaux de l'étude en commission du projet de loi de finances exercice 2026. La cérémonie ouverte en présence de Georges Essowè Barcola, ministre des Finances et du Budget, sera consacrée à l'analyse approfondie, équilibrée et représentative des priorités et des enjeux budgétaires.

Par ces travaux, il est question selon le président de l'Assemblée nationale, de faire en sorte que le budget proposé pour l'année à venir reflète les aspirations des citoyens et soutienne efficacement le développement économique, social et communautaire du pays.

Pour ce faire, ces travaux qui se tiennent conformément aux dispositions en vigueur, permettront de présenter aux élus du peuple la loi de finances exercice 2026,

d'échanger autour et puis de la voter.

« L'examen du projet de loi de finances gestion 2026 n'est pas qu'un simple exercice budgétaire dont l'objectif serait de voter des chiffres. C'est l'expression concrète de la vision d'un Togo résilient, solidaire et tourné vers l'avenir », a mentionné Komi Sélom Klassou, président de l'Assemblée nationale, avant d'ajouter : « Malgré une conjoncture mondiale marquée par les incertitudes, notamment le durcissement des conditions financières internationales, la montée des dettes publiques et la volatilité des investissements, notre pays continue de se distinguer par sa capacité à résister aux chocs ultimes de ces dernières années. » En effet, le budget



Komi Sélom Klassou, président de l'Assemblée nationale

exercice 2026 est équilibré en ressources et en dépenses à 2 740,5 milliards de FCFA, soit une hausse de 14,4 % par rapport au budget 2025.

Selon Mawussi Djossou

Semodji, président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, il est question de faire un travail minutieux autour du budget. Mais d'ores et déjà, il se félicite du signal positif, qui consacre

une hausse de 14 % de l'adoption du budget en Conseil des ministres.

Autre point positif selon M. Semodji, est la ferme résilience du ...

Suite à la page 11

Inflation au Togo

L'indice des prix recule de 0,4 % en glissement annuel selon l'Inseed

Dans les marchés de Lomé et d'ailleurs, les consommateurs peuvent souffler un tant soit peu. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed), en octobre 2025, les prix des denrées ont connu une légère baisse. L'indice harmonisé des prix à la consommation s'est établi à 101,3, affichant « une régression de 0,4 % » par rapport à octobre 2024.

Cette évolution est portée par des baisses notables dans les divisions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,5 %) et « Transport » (-2,3 %). À ces mouvements s'ajoute la chute de l'indice « Loisirs, sport et culture » de « -5,0 % », confirmant un ralentissement généralisé.

Mais l'équilibre reste subtil. Les hausses observées dans les secteurs « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles »(+8,9 %)et « Restaurants et services d'hébergement » (+2,4 %) amortissent cette baisse. Le rapport précise d'ailleurs que la baisse des produits « Hors produits frais et hors énergie » (-1,4 %)a été freinée par la hausse des produits liés à « l'Énergie »(+7,9 %). Sur le plan trimestriel, la tendance est encore plus nette : le niveau général des prix a chuté de 3,5 % depuis juillet, tiré par la baisse massive des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-11,6 %). Les produits

frais sont les principaux acteurs de cette reconfiguration avec une diminution marquée de « -13,0 % ». Cependant, certaines catégories résistent. Les produits énergétiques enregistrent une hausse trimestrielle de « +4,0 % ». S'agissant de leur provenance, les prix des produits « locaux » chutent de 4,7 %, tandis que ceux importés ne baissent que de 0,4 %.

L'évolution mensuelle renforce le tableau d'un mois dominé par la décélération des prix : une baisse de 0,6 % tirée par les reculs sur des denrées très consommées comme le « niébé » (-9,2 %), l'« igname » (-9,5 %) ou encore le « plat de fufu + sauce poisson » (-9,4 %). Seuls le « charbon de bois » (+10,7 %) et le « bois de chauffe » (+10,3 %)viennent troubler cette dynamique.

Le résultat est que le taux d'inflation, calculé sur 12 mois, glisse à 0,6 %, contre 0,8 % en septembre 2025.

Edy Alley

Taux inchangés, marchés en mouvement

La Bceao navigue entre stabilité et ajustements

« Le Comité de politique monétaire a décidé... de maintenir inchangés les taux directeurs ». Une stabilité assumée, dans un paysage monétaire qui, lui, continue de se transformer. Dans sa note conjoncture économique dans les pays de l'Uemoa en octobre 2025 revient sur des chiffres clés.

Le 17 septembre 2025, la Bceao a choisi la continuité. Les taux directeurs restent fixés à leurs niveaux du 16 juin : « le principal taux directeur... est maintenu à 3,25 % », tandis que le guichet de prêt marginal demeure à 5,25%. Une décision prudente, portée par une volonté de stabilité monétaire au cœur d'un environnement régional encore mouvant.

Sur les marchés monétaires, les signaux se croisent. Le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine a atteint « 4,26% en septembre 2025 après 4,11% en août ». Une progression qui traduit une légère tension sur la liquidité. Le taux marginal suit la même dynamique, passant de 3,63% à « 3,86% à fin septembre ».

À l'inverse, le marché interbancaire s'assouplit. Le taux moyen à une semaine recule à « 4,83% en septembre 2025 », soit 19 pdb de moins qu'en août. Toutes maturités confondues, les échanges se sont établis à 4,94%, un niveau en retrait de 120

pdb sur un an, signe d'une détente progressive des conditions interbancaires. Côté banques, l'enquête révèle une baisse mesurée du coût du crédit. « Le taux débiteur moyen s'est établi à 6,67% en août

notable sur un an. Là encore, des divergences persistent, avec une rémunération en hausse dans la plupart des pays, mais en baisse en Côte d'Ivoire.

Enfin, la masse monétaire



Siège de la Bceao

2025 », confirmant un repli d'un point de base et une amélioration sensible par rapport à 2024. La tendance reste toutefois contrastée selon les pays : recul en Côte d'Ivoire, Sénégal ou Bénin ; légère hausse en Guinée-Bissau, Niger et Mali.

Les taux créditeurs sur dépôts suivent une trajectoire similaire : un repli marginal à « 5,39% », mais une progression

continue de croître. « La masse monétaire... en hausse de 13,2% » traduit une dynamique soutenue, portée par un essor spectaculaire des actifs extérieurs nets et par la progression des dépôts et de la circulation fiduciaire. Entre constance et ajustements, l'Union monétaire avance,attentive aux signaux, résolue dans sa trajectoire de stabilité.

Edy Alley

BOAD-Togo

Une formation stratégique pour accélérer les décaissements

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) a lancé cette semaine, à Lomé, une session de formation dédiée aux acteurs de la commande publique. Un rendez-vous technique, mais crucial, destiné à améliorer la maîtrise des procédures de passation de marchés et, par ricochet, à accélérer les décaissements des projets financés au Togo.

Ces dernières années, plusieurs rapports d'exécution ont mis en lumière des lenteurs récurrentes, souvent liées à « une connaissance partielle des règles d'appel d'offres ». Conséquence, certaines enveloppes financières restent bloquées alors même que les besoins sont pressants.

Depuis sa création, la BOAD a mobilisé « plus de 1098 milliards de francs CFA » au profit du pays ; un volume considérable. Pourtant,



Centre administratif, économique et financier de Lomé

une part de ces ressources demeure non engagée, faute de procédures

complètes ou de dossiers conformes. L'institution régionale souhaite désormais réduire ces délais en alignant davantage

les pratiques nationales sur ses standards internes et sur les directives

communautaires. La formation couvre un large éventail : politiques de passation de marchés, dossiers types, supervision, mécanismes anti-fraude et anti-corruption, sans oublier les nouvelles règles encadrant les comités d'évaluation. L'objectif est de renforcer la qualité des processus d'attribution, d'améliorer la planification et de sécuriser l'exécution des projets. À leurs côtés, l'Autorité de régulation de la commande publique (Arcop) joue un rôle d'appui. Elle rappelle que la modernisation du système national constitue un enjeu stratégique. Une meilleure maîtrise des

procédures garantit des contrats fiables, réduit les risques administratifs et offre un cadre plus lisible aux partenaires financiers. Pour la BOAD, tout converge vers deux exigences : la transparence et la conformité. Ce sont elles qui conditionnent la rapidité des décaissements et, in fine, la progression des projets d'infrastructures, de services publics et de développement productif. À Lomé, la semaine de formation marque ainsi un tournant : celui d'un chantier administratif qui pourrait, enfin, redonner de l'élan aux ambitions nationales.

E.A

Promotion de l'employabilité

Les initiatives prises par le gouvernement

Au Togo, la promotion de l'employabilité, loin d'être un slogan, est une réalité. Définie comme l'ensemble des actions et programmes conçus pour améliorer la capacité à trouver et à conserver des emplois, la politique d'employabilité se traduit par la concrétisation de plusieurs projets au Togo. Fort de cet engagement gouvernemental, de plus en plus de jeunes sont insérés avec un focus sur les femmes et les personnes handicapées. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les engagements du gouvernement et les résultats obtenus.

Avec une démographie à forte proportion de jeunes, l'insertion socioprofessionnelle devient un défi pour le Togo qui met un accent sur la promotion de l'employabilité. Et cela inclut des formations, des programmes d'accompagnement, le développement de compétences et la création d'opportunités

entreprise au Togo, le gouvernement ne lésine pas sur les mesures d'accompagnement. Pour transformer la jeunesse imposante en véritable moteur de croissance, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, encourage le gouvernement à mettre en place de nombreuses initiatives.

Au nombre de ces initiatives, l'on peut citer entre autres le Fonds d'appui aux initiatives entrepreneuriales des jeunes (Faiej), l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF) et le Fonds national de la finance inclusive (FNFI).

Conscient que les jeunes ont besoin de soutiens financiers, de formations et de mentorat pour s'épanouir pleinement, des initiatives novatrices comme le Youth Delivery Lab sont mises en place.

La troisième édition, tenue le 6 septembre 2025 à Lomé, a rassemblé plus de 4000 participants

de 5 000 jeunes inscrits. Environ 70 % d'entre eux provenaient du Grand Lomé, tandis que les 30

qu'investir dans les jeunes entreprises en Afrique (IYBA Seed), facilitant le financement



Image d'une unité de transformation agroindustrielle au Togo

venus de toutes les régions, confirmant la place centrale accordée aux jeunes dans la transformation du pays. Placé sous le thème « Valorisation du potentiel de la jeunesse au service

% restants venaient des autres régions, avec une participation notable de la diaspora, représentant 10 % des inscrits.

Une jeunesse de plus en plus insérée

Selon les chiffres récents, le taux de chômage s'élève à seulement 3,10 % en 2024, une performance qui traduit une dynamique d'insertion progressive sur le marché du travail. Plus de 14 400 jeunes ont bénéficié de programmes d'emploi à court terme et plus de 1 500 autres en 2025, notamment à travers des initiatives telles que EJY, le projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat agricole des jeunes au Togo et le Programme de soutien aux microprojets communautaires (Psmico).

Le ratio d'emploi des jeunes a atteint 22,18 % en 2023, illustrant les fruits des politiques gouvernementales d'appui à la jeunesse. Outre ces initiatives, le gouvernement, en partenariat avec des organisations internationales, développe des programmes tels

et la formation de start-up dirigées par de jeunes Togolais.

Aussi, plus de 1 200 jeunes ont été sélectionnés pour effectuer des stages dans des organismes publics et privés en août 2025, renforçant ainsi leur insertion professionnelle.

Conscient que la politique de développement et de promotion de l'employabilité ne peut réussir sans la prise en compte des besoins des plus vulnérables, un accent particulier est mis sur l'insertion des personnes handicapées.

L'insertion des personnes handicapées, une priorité

Longtemps marginalisées, les personnes handicapées bénéficient aujourd'hui de dispositifs concrets grâce à la politique publique visant à renforcer leur autonomie économique et leur participation active à la vie professionnelle. Des initiatives récentes démontrent que l'inclusion devient progressivement une réalité tangible, faisant de l'accès au travail un levier discret, mais déterminant du développement national.



Le président Conseil à l'inauguration d'une entreprise

professionnelles. Un ensemble d'initiatives qui permet de renforcer la compétitivité des demandeurs d'emplois sur le marché du travail.

Que ce soit pour trouver un nouvel emploi, se reconverter, ou évoluer au sein de sa propre

Cadre de dialogue participatif, le programme rassemble chaque année des milliers de jeunes de toutes les régions du pays autour des autorités gouvernementales pour définir la mise en œuvre de politiques publiques du pays.

du développement », cet événement citoyen s'est déroulé sous le haut patronage du président du Conseil, Faure Gnassingbé, démontrant l'engagement politique fort en faveur des jeunes. L'événement a connu un franc succès avec plus

Au-delà de l'emploi, la dynamique traduit une volonté de reconnaître pleinement les droits des handicapés et de leur offrir les moyens de contribuer activement à l'économie et à la société. Les programmes et projets exécutés illustrent ainsi une démarche cohérente et ambitieuse, où chaque citoyen peut trouver sa place, indépendamment de ses capacités physiques.

Un cadre juridique solide pour l'inclusion

Le 5^e Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) de 2022 révèle que 10,73 % de la population togolaise vit avec un handicap, soit environ 866 219 personnes. Cette proportion, en forte progression par rapport au 1,6 % recensé en 2010, traduit non seulement une meilleure identification statistique des personnes handicapées, mais également la nécessité d'une politique d'insertion professionnelle ambitieuse et adaptée. Depuis la ratification de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées en 2011, le gouvernement a inscrit l'inclusion des personnes handicapées parmi ses priorités nationales. La Feuille de route gouvernementale 2020-2025 constitue un cadre stratégique solide, visant à faciliter l'accès au travail et à renforcer l'autonomie économique des personnes handicapées, tout en promouvant une société plus juste et équitable.

Programmes et résultats concrets pour l'insertion professionnelle

L'année 2023 marque un tournant grâce à la mise en œuvre de plusieurs initiatives structurantes. Le projet Avance-Togo s'attache à renforcer la résilience des femmes et des jeunes handicapés, en particulier face aux défis de l'accessibilité et du changement climatique. Le projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle, lancé à Kara, a permis la formation de 6 000 personnes handicapées

et l'intégration professionnelle de 150 d'entre elles dans le secteur formel, offrant des perspectives d'emploi durable et stable.

Parallèlement, le Programme de réinsertion socioprofessionnelle, actif de 2023 à 2025, se concentre sur l'autonomie économique des femmes et des filles handicapées, favorisant leur indépendance et leur participation active à la vie économique. Ces initiatives sont soutenues par des actions régulières de sensibilisation et de formation : en 2023, Handicap International a sensibilisé près de 17 600 parents sur l'importance de l'inclusion des enfants en situation de handicap, tandis que 6 000 personnes handicapées et leurs familles ont bénéficié de sessions de formation axées sur la valorisation et la protection de leurs droits.

En 2023, 933 484 personnes ont été directement touchées par les initiatives d'action sociale, avec un investissement total estimé à plus d'un milliard de francs CFA. Parmi elles, se trouvent des personnes handicapées, renforçant leur rôle dans le développement national et consolidant leur participation à la vie économique et sociale.

Vers une inclusion durable et structurante

Au-delà des chiffres, la politique togolaise en faveur des personnes handicapées illustre une vision de long terme. La continuité des programmes existants, le renforcement des dispositifs d'accompagnement et l'attention portée aux femmes et aux jeunes laissent entrevoir un avenir où chaque citoyen, indépendamment de ses capacités physiques, pourra contribuer pleinement au développement économique et social.

Outre les jeunes, les femmes et les personnes handicapées, c'est tout le monde qui trouve sa place

à travers les différentes initiatives mises en place par le gouvernement. Des programmes de stage en entreprise pour les jeunes diplômés en passant par des soutiens à l'entrepreneuriat via des financements, des formations, et des mesures d'amélioration de l'adéquation entre la formation et l'emploi sont

formations en marketing digital, gestion financière, et d'autres compétences pratiques. En donnant la parole aux jeunes, en s'appuyant sur des données solides et en accompagnant les initiatives de développement, le Togo trace une feuille de route claire vers un avenir inclusif et prospère, où

demandeurs d'emploi, sans oublier les changements technologiques et les nouvelles méthodes de travail qui exigent une adaptation constante et une formation continue pour rester employable.

Le marché du travail de plus en plus compétitif, les discriminations à l'embauche basées sur



De jeunes entrepreneurs lors d'une formation organisée par le Faiej

engagés. Des programmes spécifiques comme le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (Paeij-Sp), le programme AIDE géré par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et d'autres programmes ouverts à toutes les couches en sont des exemples. L'un des exemples est le programme des diplômés de l'enseignement technique. Lancé en août 2024, ce programme vise à intégrer 80 % des diplômés des formations techniques et professionnelles d'ici 2025. Il couvre de nombreux secteurs comme l'électricité, la mécanique, la couture, la coiffure, l'agro-pastoralisme et le maraîchage.

Le programme AIDE, lancé depuis 2011, a déjà soutenu plus de 7000 jeunes par des stages rémunérés et des contrats de stage renouvelés. Des programmes comme ProEmploi+, soutenu par la GIZ, se concentrent sur les besoins des femmes et des personnes handicapées, en leur proposant des

les jeunes sont réellement pris en compte et soutenus à tous les niveaux.

Relever les défis

En dépit des efforts, les initiatives d'employabilité et d'insertion socioprofessionnelle au Togo restent confrontées à nombre de défis. Ces derniers sont relatifs au manque d'expérience professionnelle des jeunes, à la compétition accrue sur le marché du travail et au décalage entre les compétences acquises et celles recherchées par les entreprises.

Des obstacles structurels tels que les discriminations, le manque d'accès à une éducation de qualité et les difficultés d'accès à l'emploi pour les publics éloignés constituent également des défis. Le paradoxe de l'exigence d'expérience pour des postes d'entrée et le manque de réseaux professionnels limitent eux aussi les opportunités d'accès à l'emploi, surtout pour les jeunes. De même, le manque d'offres d'emploi dans certains secteurs ou régions constitue une barrière pour de nombreux

l'âge, le genre, l'origine, ou le quartier de résidence créent aussi des inégalités d'accès à l'emploi.

Les inégalités dans l'accès à une éducation de qualité et les disparités dans les ressources éducatives constituent également des facteurs qui limitent les chances de réussite professionnelle des jeunes.

Face à ces défis, des initiatives comme le programme « Vacances actives en entreprise » ont été lancées au Togo pour faire découvrir le monde du travail à des jeunes diplômés et renforcer leur employabilité. Grâce à ce programme, les étudiants ont l'opportunité de découvrir le monde professionnel, de développer des compétences pratiques et relationnelles (soft skills) et de s'insérer facilement sur le plan professionnel.

Faisant d'une pierre deux coups, le gouvernement entend, par ce programme, mieux lutter contre le chômage des jeunes et permettre aux entreprises d'identifier des talents potentiels.

Caleb Akponou

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé			
Quelques ambassades et consulats	BIBLIOTHEQUES	AGENCE DE COMMUNICATION	COURRIER EXPRESS
■ Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70 ■ Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32 ■ Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40 ■ Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94 ■ Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43 ■ Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25 ■ Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56 ■ Union Européenne; Tél: 22 53 60 00 ■ Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23 ■ Consulat de France; Tél: 22 23 46 40 ■ Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60 ■ Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30 ■ Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25 ■ Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63 ■ Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58 ■ Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35 ■ Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00 ■ Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31 ■ Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80 ■ Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11 ■ RDC; Tél: 90 08 38 53	BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10 CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77 INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65 LIBRAIRIE GRAIN DE Pensee: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43 LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66 LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83 ESPACES CULTURELS CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86 CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16 CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77 CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77 CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07 MANNEQUINAT & HÔTESSE ALLURE MODE AGENCY; Tel: 99 22 04 62 CHALLENGE AGENCY; Tel: 92 27 91 66 SALLE DE CINEMA HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55 CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52 CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55	AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com Larry Event Day (LED) Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers SUPERS MARCHES A LOME CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche) LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43 FRUITS ET LEGUMES MARCHÉ ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion) MARCHÉ DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO) PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38 DANSE ET COURS DE ZUMBA AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919 COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86 AVIATION AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99	DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51) FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26 OPERATEURS TELEPHONIQUES MOOV :Tél. 22 20 13 20 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14 SANTE GENERALISTES DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72 OU MANGER ET DORMIR A LOME? RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80 HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11 MUSCULATION ET MASSAGE Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Introspection	Conseil	Blague / Conseil
3 heures après l'enterrement, les pleurs s'éteignent. La famille rentre, s'occupe des invités... alors que ton corps commence déjà à rencontrer la terre. 6 heures plus tard, on parle de sport, d'actualité ou de politique à la maison. Tu n'as plus de pensées ni de réflexes... ton corps, lui, garde un silence absolu. 9 heures plus tard, seuls les plus proches restent. Dehors, on se console avec des câlins... tandis que ton corps refroidit lentement. 24 heures après, quelqu'un qui ne sait pas que tu es mort t'appelle ou t'envoie un message... alors que tes organes commencent à se décomposer. 3 jours plus tard, on cherche déjà quelqu'un pour te remplacer au travail. La vie continue... et ton corps gonfle, votre peau se tend. 5 jours plus tard, la routine reprend. La vie continue dehors... tandis que, dans la tombe, tout se liquéfie et change de couleur. 2 semaines plus tard, on parle d'héritage avec un avocat... et tes dents et ongles commencent à se détacher. 3 mois après, ton partenaire rit devant la télé... pendant que ton corps se fond dans la terre. 1 an plus tard, un proche visite ta tombe et dit : « J'ai l'impression que c'était hier »... ton linceul se défait. 2 ans plus tard, ton partenaire	rencontre quelqu'un d'autre et retombe amoureux — il/elle ne t'oubliera pas, mais tu n'es plus la priorité. Dans la tombe, tu disparaîs peu à peu. 3 ans plus tard, tes enfants ont encore besoin de toi, mais il ne leur reste que ce que tu leur as appris. Toi, dans la tombe, tu ne peux plus les prendre dans tes bras.  10 ans après, un ami voit ta photo et sourit un instant... dans la tombe, il ne reste que des os. Un jour, tes proches lèveront les yeux au ciel et penseront à toi. Toi, au paradis, tu auras compris que la plupart des inquiétudes n'avaient pas tant d'importance. . Ce texte ne cherche pas à faire peur : il nous rappelle la valeur du présent et l'importance de vivre pleinement avec ceux qu'on aime.	Avant que le roi Ahmed d'Ottoman n'entre en guerre, il a enfermé sa femme (la belle reine) dans une chambre privée et a donné la clé à son meilleur ami Mousa et a dit : « Si je ne suis pas de retour dans quatre jours, ouvrez la chambre et elle est la tienne ... » Il monta sur son cheval et galopa vers le champ de bataille. Une demi-heure plus tard, le roi remarqua un nuage de poussière derrière lui. Il s'arrêta et vit son ami galoper très vite vers lui. "Qu'est-ce qui ne va pas ?" demanda le roi. A bout de souffle, son ami Mousa lui a répondu : "Tu m'as donné la mauvaise clé" Quoi????... Peux-tu imaginer ! Il n'a même pas attendu lesdits 4 jours avant d'essayer les clés. Soyez prudent avec celui que vous considérez comme vos meilleurs "amis" et à qui vous pensez pouvoir confier votre trésor durement gagné – il pourrait vous souhaiter la mort bientôt et, espérons-le, hériter de votre fortune donnée par Dieu ! Juste un conseil.

Côte d'Ivoire/Politique

Laurent Gbagbo relance le combat pour les libertés publiques

Le Parti des peuples africains de Côte d'Ivoire (PPA-CI) remet les droits humains au centre du débat politique ivoirien. Lundi 24 novembre 2025, la formation fondée par Laurent Gbagbo a annoncé le lancement de l'Initiative pour la libération des prisonniers d'opinion (ILPO), une plateforme citoyenne destinée à défendre les libertés publiques et à dénoncer les arrestations jugées arbitraires visant des individus détenus pour leurs convictions politiques.

Cette nouvelle structure sera officiellement présentée le samedi 29 novembre, au cabinet du président du parti, à la Riviera-Artaban. Laurent Gbagbo lui-même devrait présider la cérémonie.

L'appel à mobilisation porte la signature d'Ousmane Sy Savané, président de la Commission communication et de l'organisation des manifestations. Avec l'ILPO, le PPA-CI ambitionne de donner un nouvel élan à son engagement historique en faveur des droits humains. Le parti affirme vouloir structurer son action sur le terrain, tout en réaffirmant sa solidarité envers les prisonniers d'opinion et leurs familles. Présentée comme « organisée, citoyenne et déterminée »,

cette initiative vise prioritairement la libération immédiate et sans condition des détenus pour opinions politiques. Mais elle se dote également d'un rôle plus large : accompagner, documenter, alerter et mobiliser. La nouvelle plateforme repose sur quatre piliers : Obtenir la libération des prisonniers d'opinion actuellement incarcérés ; documenter et dénoncer les violations des droits humains liées aux arrestations arbitraires ; assurer un accompagnement moral, juridique et social aux

détenus et à leurs proches. Enfin, il s'agira de mobiliser les organisations nationales et internationales engagées pour les libertés publiques. À travers cette architecture, le PPA-CI veut transformer un sujet politique en bataille citoyenne, dépassant les clivages partisans pour toucher une cause qu'il estime fondamentale pour la démocratie ivoirienne. Le parti appelle déjà les médias, les organisations de défense des droits humains, les mouvements citoyens et « toutes les personnes attachées à la justice et à la liberté » à participer massivement à

la cérémonie de lancement. Une mobilisation que le PPA-CI souhaite large et transversale.

Cette initiative s'inscrit dans un contexte marqué par l'arrestation de plusieurs militants du parti, détenus au cours des derniers mois pour divers motifs. Pour ses responsables, l'ILPO doit servir de cadre structuré pour porter ces dossiers, leur donner une visibilité nationale et internationale, et rappeler que les libertés publiques restent un enjeu central dans le débat politique ivoirien.

T.M.

Bénin/Révision de la Constitution

La Cour constitutionnelle se penche jeudi sur une pluie de recours

La réforme constitutionnelle adoptée les 14 et 15 novembre derniers au Bénin n'aura pas tardé à susciter une vague de contestations. Jeudi 27 novembre 2025, les sept sages de la Cour constitutionnelle examineront plusieurs recours déposés par des citoyens et des parlementaires, tous visant à remettre en cause la régularité du processus ayant conduit à la révision de la Loi fondamentale. Un débat juridique et politique qui s'annonce déterminant pour la crédibilité du texte adopté.

À cœur des contestations figure le déroulement des plénières tenues à l'Assemblée nationale. Les sessions des 14 et 15 novembre ont en effet été marquées par une coupure d'électricité qui a momentanément plongé l'hémicycle dans le noir. Un incident que plusieurs requérants considèrent

comme un facteur ayant perturbé les débats et altéré la régularité des délibérations. Pour eux, la réforme n'aurait pas pu être adoptée dans des conditions garantissant transparence et sérénité.



Un autre volet des recours vise la recevabilité de la proposition de loi introduite le 30 octobre 2025. Selon l'un des plaignants,

l'initiative ne respecterait pas les exigences constitutionnelles encadrant la révision de la Constitution, soulevant ainsi un doute sur la légalité de la démarche parlementaire dès son

origine. Cette critique pourrait constituer un angle de fragilité majeur pour le texte si la Cour décidait d'y donner suite.

Trois députés de l'opposition ont eux aussi saisi la Cour, dénonçant des manquements aux articles 154 et 155 de la Constitution, qui définissent précisément la procédure à suivre pour toute réforme constitutionnelle. Ils estiment que ces dispositions n'ont pas été observées et que, de ce fait, la validité du vote du 15 novembre est entachée d'irrégularités. Ces élus espèrent que la Cour invalidera le processus ou, à tout le moins, en reconnaîtra les failles. La révision contestée est loin d'être anodine. Elle introduit quinze nouveaux articles et en modifie dix-huit autres, redessinant en profondeur l'architecture institutionnelle du pays.

Parmi les changements les plus controversés figure l'allongement du mandat présidentiel et de celui des députés à 7, une disposition qui touche au cœur même de l'équilibre démocratique béninois.

Jeudi, la Cour constitutionnelle aura donc la lourde tâche de trancher entre arguments juridiques, enjeux politiques et attentes citoyennes. Dans un contexte où la révision continue de diviser, sa décision pourrait soit conforter un processus déjà critiqué, soit rouvrir un débat national dont les répercussions dépasseraient largement l'enceinte du Palais de la République.

T.M.

Cameroun/Opposition

Après le Nigéria, l'opposant Issa Tchiroma trouve refuge en Gambie

L'itinéraire d'Issa Tchiroma Bakary, opposant camerounais et candidat malheureux à la présidentielle du 12 octobre dernier, prend des allures de fuite à travers l'Afrique de l'Ouest. Après avoir quitté précipitamment Garoua début novembre, sous la menace d'une arrestation, puis trouvé refuge quelques jours au Nigéria, il séjourne désormais en Gambie. Les autorités de Banjul ont confirmé sa présence le 23 novembre, donnant enfin une dimension officielle à un exil longtemps tenu discret.

Selon le ministère gambien de l'Information, Issa Tchiroma Bakary a été admis dans le pays le 7 novembre, « temporairement et pour des raisons humanitaires

», dans un contexte de « fortes tensions politiques au Cameroun ». Banjul affirme lui offrir une « mesure de protection » afin de garantir sa sécurité, tout en s'inscrivant dans « l'esprit de solidarité africaine ». Le gouvernement précise toutefois qu'il demeure attaché à « la souveraineté et à l'intégrité territoriale » des États membres de l'Union africaine et qu'aucune « activité subversive contre un État tiers » ne sera tolérée depuis son territoire. Banjul dit travailler avec « plusieurs partenaires régionaux »,

dont Abuja, pour encourager une issue pacifique à la crise postélectorale qui secoue Yaoundé. À peine l'annonce rendue publique, la « Présidence élue du Cameroun », structure formée par Issa Tchiroma Bakary pour contester la victoire proclamée de Paul Biya, a publié un communiqué. Par la voix de sa porte-parole, Me Alice Nkom, l'opposant remercie la Gambie ainsi que « tous les pays » ayant contribué à assurer sa sécurité. Selon son entourage, Tchiroma souhaitait que

son passage en Gambie reste confidentiel, mais Banjul aurait été poussé à officialiser sa présence sous la pression de Yaoundé. Les autorités camerounaises et nigérianes se coordonnent étroitement autour de ce dossier explosif. L'accueil d'Issa Tchiroma Bakary n'a pas seulement des implications régionales : il a aussi déclenché un débat interne en Gambie. Des militants des droits humains, à l'image de Madi Jobarteh, saluent le choix d'offrir un sanctuaire à un opposant menacé, tout

en dénonçant l'absence de transparence d'un gouvernement qui a attendu plus de deux semaines avant de communiquer.

Le principal parti d'opposition, l'United Democratic Party (UDP), a également critiqué un « silence inacceptable », estimant que le peuple gambien a le droit de savoir quelles décisions sont prises en son nom. Pour l'UDP, ce délai ouvre un débat plus profond sur la gouvernance et la reddition de comptes.

T.M.

Changement climatique

Que retenir de la première CoP organisée au cœur de l’Amazonie brésilienne ?

La CoP 30 de Belém, aux portes de l’Amazonie brésilienne, a abouti à plusieurs décisions majeures pour financer l’action climatique et accélérer la mise en œuvre de l’Accord de Paris sur le climat. Toutefois, aucune obligation claire n’a été adoptée pour sortir des combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon).

« Une nouvelle économie émerge, tandis que l’ancienne, polluante, est à bout de souffle ». Tel était le point de vue du secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Simon Stiell, à l’issue de la CoP 30 qui s’est conclue après des négociations marathon vendredi soir et jusqu’à l’aube samedi 22 novembre 2025.

Voici quelques décisions prises durant cette rencontre sur le climat

Financement à grande échelle : L’on a convenu de mobiliser 1.300 milliards de dollars par an d’ici 2035, sous la conduite des pays développés. Cette décision avait été prise lors de la CoP 29. Sans doute que

Nouvelles initiatives : Il y a eu le lancement de l’Accélérateur mondial de la mise en œuvre et de la mission de Belém vers 1,5°C, pour renforcer l’ambition et l’action.

Lutte contre la désinformation : L’on note l’engagement des parties prenantes à promouvoir l’intégrité de l’information et à contrer les propos mensongers. C’est une première dans l’histoire des CoP.

La CoP met l’accent sur la solidarité et le financement, mais les discussions sur la transition énergétique ont été mises de côté. Cette omission inquiète plusieurs pays d’Amérique du Sud, l’Union européenne et de nombreux groupes de la société civile, les combustibles fossiles restant le principal moteur des émissions de gaz à effet de serre.

L’on pense que la CoP 30 a été un CoP historique. Selon les organisateurs, c’est la première CoP

le sommet en le qualifiant de « CoP de la vérité », une étape importante visant à renforcer la confiance du public dans la politique climatique, même si l’absence de toute référence à la transition énergétique souligne la complexité politique des négociations sur l’énergie.

Deux feuilles de route en préparation

Lors de la séance de clôture, le président de la CoP30, André Corrêa do Lago, a reconnu les limites de l’accord : « Certains d’entre vous visaient des ambitions plus grandes. Je sais que la jeunesse et la société civile demanderont d’en faire plus pour lutter contre le changement climatique. Je ferai de mon mieux pour ne pas vous décevoir ».

En réponse à l’appel du président Lula, deux feuilles de route seront élaborées : l’une pour stopper et inverser la déforestation, l’autre pour accompagner la transition vers l’abandon des

travaillé toute la nuit de vendredi pour combler les écarts en matière de financement et d’ambition, alors que la présidence brésilienne orientait les négociations vers un résultat politiquement viable, centré sur le soutien et la mise en œuvre des accords précédents. S’exprimant depuis le sommet du G20 à Johannesburg, le secrétaire général de l’Onu, António Guterres, a salué les avancées : « Aux portes de l’Amazonie, les parties ont montré que les nations peuvent encore s’unir pour relever des défis qu’aucun pays ne peut résoudre seul ».

Le chef de l’Onu s’est félicité du lancement de l’Accélérateur mondial de la mise en œuvre et rappelé la difficulté de parvenir à un consensus dans un contexte de tensions géopolitiques. Le dépassement potentiel de la limite de 1,5°C demeure un signal d’alarme. Des réductions rapides et profondes des émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu’un financement massif, sont essentiels.

« La CoP 30 est terminée, mais le travail continue. N’abandonnez pas. L’histoire, et l’Onu, sont de votre côté », a dit M. Guterres.

Un signal politique et économique qu’on ne peut ignorer

Le chef CCNUCC, Simon Stiell, a salué à la clôture de la CoP30 à Belém plusieurs avancées majeures, malgré des « eaux géopolitiques turbulentes » marquées par la polarisation et le négationnisme climatique.

Il a salué l’adhésion des 194 pays, qui ont su faire en sorte que l’humanité continue sa lutte pour une planète vivable avec l’objectif de 1,5 °C, notamment grâce au texte phare Mutirão, regroupant quatre volets de négociation sensibles en un accord consensuel, accompagné de dix-sept autres décisions.

Le document final affirme que la transition mondiale vers un développement

bas carbone et résilient est « irréversible », et souligne les bénéfices économiques et sociaux (création d’emplois, croissance, accès à l’énergie, sécurité et santé publique). M. Stiell a rappelé que les investissements dans les énergies renouvelables dépassent désormais ceux dans les énergies fossiles de deux à un, « un signal politique et économique qu’on ne peut ignorer ».

La présidence brésilienne de la CoP a souligné que le succès de la CoP30 va au-delà des accords négociés, mettant en avant une vague d’engagements volontaires dans le cadre du programme d’action. Parmi ceux-ci l’on peut citer :

Le Fonds pour la préservation des forêts tropicales : Il a permis de collecter 5,5 milliards de dollars et compte désormais 53 pays participants ; au moins 20 % des ressources sont directement reversées aux peuples autochtones et aux communautés locales.

Le Plan d’action pour la santé de Belém : C’est la première initiative mondiale ciblant les menaces sanitaires liées au climat, lancée avec 300 millions de dollars provenant de 35 organisations philanthropiques.

L’Alliance Uneza : Les entreprises de services publics se sont engagées à verser 66 milliards de dollars par an pour les énergies renouvelables et 82 milliards de dollars pour le transport et le stockage.

Villes, régions et entreprises : Une coalition comptant 25 000 bâtiments a déclaré avoir réduit ses émissions de CO2 de plus de 850 000 tonnes en 2024.

Les pays ont également convenu de mettre en place un mécanisme de transition juste, renforçant la coopération, le soutien technique et le renforcement des capacités.

Edem Dadzie



Le présidium de la conférence (Image trouvée en ligne le 25 novembre 2025)

la CoP 30 a permis de la consolider.

Renforcement de l’adaptation : Il faudra doubler les financements en 2025 et les tripler d’ici 2035.

Fonds pour pertes et dommages : La mise en œuvre opérationnelle est confirmée et les cycles de reconstitution sont désormais validés.

organisée en Amazonie et la première depuis que l’Onu a tiré la sonnette d’alarme sur le fait que la hausse record des gaz à effet de serre rend « pratiquement impossible » de limiter le réchauffement à 1,5°C sans un dépassement temporaire de l’objectif de l’Accord de Paris.

Il y a quelques jours, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a ouvert

combustibles fossiles de manière juste et équitable, avec des ressources dédiées. Le chemin vers l’accord n’a pas été simple. Durant les travaux, des groupes autochtones ont bloqué l’accès lors de manifestations revendiquant la protection de l’Amazonie et un incendie a interrompu les discussions à un moment crucial. Les négociateurs ont

Budget exercice 2026

Suite de la page 4

L'Assemblée nationale passe à l'étude

... Togo aux chocs, avec l'atteinte de 3 % pour le solde budgétaire en 2025. L'objectif étant de reconduire cette performance en 2026, il sera donc question pour les élus du peuple d'être minutieux dans leur démarche d'étude de projet de loi de finances exercice 2026.

« Le taux d'inflation est à deux chiffres dans certains pays. Mais au Togo, nous avons pu maintenir ce taux au niveau de la norme communautaire de l'Uemoa. Ce sont vraiment des signaux positifs qui montrent que le gouvernail est bien tenu », s'en félicite le président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Les secteurs prioritaires du budget

Avec l'objectif de promouvoir un développement plus inclusif, le budget exercice 2026 consacre plus de 49 % aux secteurs

sociaux, notamment : l'éducation, la santé et l'accès à l'eau potable. Une place importante est également accordée aux infrastructures et aux investissements liés à la croissance.

Prenant la parole devant les élus du peuple, Essowè Georges Barcola, ministre des Finances et du Budget, n'a pas manqué de décliner les caractéristiques du budget exercice 2026.

« Le projet qui vous a été transmis par le gouvernement se caractérise par trois éléments essentiels. Le premier est que le gouvernement a pris en compte la nécessité de mobiliser davantage les ressources internes. Le deuxième élément, c'est la rationalisation des dépenses de l'État. Le troisième, c'est que vous aurez à étudier un budget de transition, car ce budget prend en compte l'achèvement des projets contenus dans la Feuille de route », a-t-il mentionné



avant de préciser que le premier trimestre 2026, sera dédié à l'achèvement des projets de la Feuille de route gouvernementale.

Caleb Akponou

-20%

sur le dédouanement des véhicules d'occasion

prorogé jusqu'au 20 décembre 2025

Mesure de dépréciation de 20% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge

8201

POUR TOUTES INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR

www.otr.tg



La **BANQUE** à **PORTÉE** de **MAIN.**



- ✓ SÉCURISÉ ET ACCESSIBLE
- ✓ ACCÈS À UN SERVICE CLIENT DÉDIÉ



Disponible gratuitement sur



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

